

Blatter dit avoir été sollicité par la Suisse dans la crise au Burundi

@rib News, 21/04/2016 – Source AFP Sepp Blatter, ancien président de la Fifa, a déclaré jeudi avoir été mandaté en mai 2015 par le ministre suisse des Affaires étrangères, à la demande des Etats-Unis, pour intervenir auprès du président du Burundi, Pierre Nkurunziza (photo), afin de le convaincre de ne pas se représenter. "Les Suisses, qui voulaient défendre les intérêts du Burundi, m'ont demandé de parler avec le président Pierre Nkurunziza, qui est aussi un grand fan de football, pour le persuader de ne pas se représenter", a déclaré M. Blatter à la presse, à l'issue de la présentation à Zurich de sa biographie dans laquelle il a révélé cette mission diplomatique jusqu'ici restée secrète. Il précise dans ce livre que cette intervention pour le compte de la Suisse avait été faite à la demande des Américains afin de tenter de résoudre la crise au Burundi. "On lui a proposé d'être ambassadeur du football pour l'Afrique ou en dehors. Le président Nkurunziza a dit +Je suis très touché, je vous donnerai une réponse+. J'ai insisté auprès de lui, finalement il a refusé et au bout d'un moment, il a répondu +Non je vais quand même me représenter+", a ajouté M. Blatter. Il a précisé que cette rencontre avait eu lieu en mai dernier, avant que n'éclate le scandale de corruption à la Fifa. "Ce n'est pas la première fois que l'on fait quelque chose avec le ministre des Affaires étrangères de Suisse", a ajouté l'ex-président de la Fifa. "J'ai toujours invité ou informé l'ambassadeur ou le consul général suisse de mes visites. Parfois, il pouvait même assister à un entretien avec le chef d'Etat qu'il n'aurait jamais eu tout seul, car le football ouvre des portes". Dans un communiqué, le ministre suisse des Affaires étrangères (FDFA) a "confirmé qu'il y avait eu un contact entre le secrétaire d'Etat Yves Rossier et M. Joseph Blatter. L'intention était de contribuer à une solution pacifique afin de résoudre la crise actuelle au Burundi". Mais "le FDFA n'a jamais demandé au président Nkurunziza de ne pas se représenter à l'élection présidentielle", a ajouté le ministre. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis que M. Nkurunziza a annoncé sa candidature en avril 2015 à un troisième mandat, qu'il a obtenu un juillet au terme d'une élection controversée. Les violences ont déjà fait plus de 500 morts et poussé plus de 270.000 personnes à quitter le pays.